

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

**LA CHAIRE DE GESTION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE DE  
HEC MONTRÉAL PUBLIE L'ÉTAT DE L'ÉNERGIE AU QUÉBEC 2019**

---

**Montréal, 14 décembre 2018** – L'engouement de plus en plus grandissant vers la transition énergétique amène plusieurs occasions aux Québécois de prendre part au mouvement, mais leurs habitudes énergétiques les empêchent d'en tirer pleinement profit. Un alignement plus étroit entre les mesures pour la transition énergétique, la lutte aux changements climatiques et la mobilité durable est donc nécessaire pour rectifier le tir. C'est le principal constat de la 5<sup>e</sup> édition de l'[État de l'énergie au Québec](#), un bilan annuel publié par la [Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal](#) qui rassemble les données les plus récentes sur le secteur de l'énergie dans un contexte de décarbonisation. Cette édition a été réalisée en collaboration et avec le soutien financier de [Transition énergétique Québec](#).

Le paradoxe persiste en matière d'énergie et de lutte aux changements climatiques. « D'un côté, le Québec fait l'envie de ses voisins, avec près de 50 % de l'énergie utilisée provenant de sources renouvelables, et des surplus d'électricité propre pouvant être exportés », explique [Pierre-Olivier Pineau](#), coauteur du rapport et professeur titulaire de la Chaire. « De l'autre, les Québécois continuent d'investir des montants records dans l'achat d'un nombre toujours croissant de gros véhicules à essence et de maisons sans cesse plus grandes – des tendances qui compromettent l'atteinte des cibles que s'est fixées le gouvernement pour réduire de 40 % la consommation de produits pétroliers et de 37,5 % des émissions de GES d'ici 2030. »

Le Québec fait également face à un paradoxe avec les véhicules électriques. « Ceux-ci sont en progression, mais si leur déploiement se réalise à grande échelle, d'ici 2030, le défi de la gestion de la pointe de demande sera amplifié dans le réseau de distribution d'électricité », souligne M. Pineau. « Face à la pénétration de nouvelles technologies, des changements de structure tarifaire devront impérativement être repensés pour assurer le bon fonctionnement du réseau d'électricité. »

**Quelques faits saillants :**

- Le Québec est un gros consommateur d'énergie par habitant (193 gigajoules [GJ]). Moins que les États-Unis (196 GJ) et le Canada (221 GJ), mais beaucoup plus que l'Allemagne (114 GJ) ou la Norvège (164 GJ) qui ont des climats et des industries comparables.
- Les émissions de GES liées à la consommation d'énergie du secteur industriel ont diminué de 20 % entre 1990 et 2016 (selon données de l'OEEÉ), mais l'intensité de leurs émissions par unité d'énergie est demeurée plutôt stable. Ceci suggère qu'il y a peu, globalement, de décarbonisation des sources d'approvisionnement d'énergie dans ce secteur.
- L'engouement des Québécois pour les VUS continue de croître au détriment des voitures : les ventes de voitures ont baissé de 28 % depuis 1990, comparativement aux ventes de camions qui ont connu une hausse de 246 %.

- Parmi les 3,7 millions de Québécois qui exerçaient un emploi en 2016 et se déplaçaient chaque jour de la semaine pour aller travailler, 78 % déclaraient utiliser principalement un véhicule privé : le covoiturage demeure faible (10 %) par rapport à l'utilisation d'un véhicule en solo (68 %).
- Dans toutes les régions du Québec, il y a un plus grand nombre de véhicules par habitant et la proportion de camions légers est partout en croissance. En 2017, c'est à Montréal (et dans le Nord-du-Québec) qu'on trouvait le moins de véhicules par habitant : 381 par 1 000 habitants (et 328 dans le Nord-du-Québec). C'est en Gaspésie qu'on en a le plus : 734 par 1 000 habitants. Montréal et Laval accueillent la plus faible proportion de camions légers (34 %), alors que cette proportion dépasse les 50 % en Gaspésie, en Abitibi-Témiscamingue, sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec (72 %).
- Le nombre de véhicules par 1 000 habitants croît de manière constante depuis 1990, ce qui contribue non seulement aux hausses de la consommation de produits pétroliers et d'émissions de GES, mais également à celle de la congestion routière.
- En 2016, 54 % de l'énergie qui s'écoulait dans le système énergétique québécois était perdue et n'apportait aucune valeur ajoutée à l'économie.
- En 2018, près de 94 % des approvisionnements en pétrole du Québec provenaient de l'Ouest canadien et des États-Unis, comparativement à 14 % en 2013. Pour le gaz naturel, environ 57 % de l'approvisionnement d'Énergir s'effectuait au carrefour gazier de Dawn (Ontario) et 40 % à partir d'Empress (Alberta). Dawn est un carrefour connecté à plusieurs grands bassins d'approvisionnement en Amérique.

« Les tendances de consommation sont contraires aux objectifs de réduction de GES : selon les plus récentes données, plus de produits pétroliers ont été vendus en 2017, malgré le fait que l'essence soit la source d'énergie la plus chère pour les consommateurs, lorsque comparée avec l'électricité et le gaz naturel », souligne M. Pineau. « Le Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques du Québec 2018-2023 et le marché du carbone peut aider le Québec à réduire son utilisation de combustibles fossiles et ses GES, mais pour réussir la transition, il faudra prioriser une transition vers une économie qui minimise les pertes d'énergie et améliore sa productivité. »

« Transition énergétique Québec est fière d'avoir contribué à cette étude qui dresse le bilan énergétique du Québec. Les constats de l'État de l'énergie 2019 nous rappellent, une fois de plus, l'importance de se donner les moyens, comme société, pour accélérer la transition énergétique du Québec. En ce sens, le Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques déposé plus tôt cette année et dont la mise en œuvre est bien amorcée, dresse la liste des actions concertées à mettre en place d'ici 2023 pour atteindre nos objectifs énergétiques », mentionne Johanne Gélinas, présidente-directrice générale de Transition énergétique Québec.

**Pour en savoir plus**, consultez l'[État de l'énergie au Québec 2019](#), rédigé par Johanne Whitmore et Pierre-Olivier Pineau.

### À propos

Créée en 2013, la [Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal](#) a pour mission d'augmenter les connaissances sur les enjeux liés à l'énergie, dans une perspective de développement durable, d'optimisation et d'adéquation entre les sources d'énergie et les besoins de la société.

Créé en avril 2017, [Transition énergétique Québec](#) est une société d'État dont la mission est de soutenir, de stimuler et de promouvoir la transition, l'innovation et l'efficacité énergétiques ainsi que de coordonner la mise en œuvre de l'ensemble des programmes et des mesures nécessaires à l'atteinte des cibles énergétiques définies par le gouvernement pour la transition énergétique du Québec. Consulter le [communiqué de TEQ](#) »

- 30 -

**Contact médias HEC Montréal**

Laurence Plourde-Mainville, Conseillère en relations publiques  
514 340-6000, poste 1805 | [laurence.plourde-mainville@hec.ca](mailto:laurence.plourde-mainville@hec.ca)